

Art. 3. § 1^{er}. Une subvention, d'un montant global de 9 063 989 F est octroyée à l'ASBL le Centre urbain, agréée par le Ministre en vertu de l'arrêté de l'Exécutif du 17 décembre 1992.

§ 2. Cette subvention est destinée à couvrir les frais des associations pour le deuxième semestre de l'année 1996.

§ 3. Les montants de cette subvention se répartissent pour chaque asbl du réseau actuel comme suit :

2e semestre

1. AREHAB	338 750 FB
2. BRAL	1 109 253 FB
3. CAFA	240 123 FB
4. C.R.U.	1 624 697 FB
5. CENTRE URBAIN	1 104 550 FB
6. CGAM	1 318 106 FB
7. LA SAMARITAINE	571 367 FB
8. HABITAT ET RENOVATION	240 123 FB
9. LA RUE	886 608 FB
10. RISO	563 380 FB
11. MAISON EN PLUS	1 067 032 FB

Art. 4. La présente subvention telle que définie à l'article 2 est à charge de l'allocation 16.12.33.20 du budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1996.

Art. 5. § 1^{er}. Le bénéficiaire s'engage en particulier à prévenir la Région de la cessation ou de toute réduction substantielle de ses activités dans les 15 jours de la décision qu'il prendrait à ce propos.

§ 2. Le bénéficiaire de la subvention met à la disposition de la Région ou de toute personne mandatée par elle, ainsi que de la Cour des Comptes, les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'emploi de la subvention.

Art. 6. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Communications et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 novembre 1996.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux et de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Economie, des Finances et du Budget,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Communications, du Transport,

H. HASQUIN

Art. 3. § 1^{er}. Een globale subsidie van 9.063.989,- Fr. wordt toegekend aan de VZW Centre urbain, erkend door de Minister uit hoofde van het besluit van de Executieve van 17 december 1992.

§ 2. Deze toelage dient om de onkosten van de verenigingen voor het tweede semester van 1996 te dekken.

§ 3. De bedragen van deze toelagen worden, voor elke VZW van het huidige netwerk, als volgt verdeeld :

2e semester

1. AREHAB	338 750 BF
2. BRAL	1 109 253 BF
3. CAFA	240 123 BF
4. C.R.U.	1 624 697 BF
5. CENTRE URBAIN	1 104 550 BF
6. CGAM	1 318 106 BF
7. LA SAMARITAINE	571 367 BF
8. HABITAT ET RENOVATION	240 123 BF
9. LA RUE	886 608 BF
10. RISO	563 380 BF
11. MAISON EN PLUS	1 067 032 BF

Art. 4. De subsidie zoals bepaald in artikel 2 valt ten laste van basisallocatie 16.12.33.20 van de uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het Begrotingsjaar 1996.

Art. 5. § 1. De begunstigde verbindt er zich in het bijzonder toe het Gewest te verwittigen indien hij zijn activiteiten stopzet of sterk vermindert, dit binnen de 15 dagen na zijn beslissing terzake.

§ 2. De begunstigde stelt alle algemene en boekhoudkundige stukken die nodig zijn voor de controle op de aanwending van de toelage, ter beschikking van het Gewest of van elke door het Gewest aangeduide persoon, alsook van het Rekenhof.

Art. 6. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Verkeer, en Openbare Werken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 november 1996.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Economie, Financiën en Begroting,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Verkeer en Openbare Werken,

H. HASQUIN

F. 97 — 581

[C - 96/31509]

26 NOVEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1992, fixant les modalités d'octroi de subventions en vue de l'aménagement sur le territoire de la Ville de Bruxelles de promenades d'agrément réalisé dans le cadre du programme « Les Chemins de la Ville »

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 6, § 1^{er}, VIII, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale du 15 septembre 1993, relatif à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles;

N. 97 — 581

[C - 96/31509]

26 NOVEMBER 1996. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 16 juli 1992 tot regeling van de betoelaging van de aanleg van wandelwegen op het grondgebied van de Stad Brussel in het raam van het programma « De Stadswandelingen »

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 6, § 1, VIII, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot bepaalde initiatieven bestemd om de internationale rol van Brussel te bevorderen;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1992 fixant les modalités d'octroi de subventions en vue de l'aménagement sur le territoire de la Ville de Bruxelles de promenades d'agrément réalisé dans le cadre du programme « Les Chemins de la Ville »;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 1995, fixant la répartition de compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 20 juillet 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence,

Considérant l'opportunité de prévoir, dans l'arrêté du 16 juillet 1992, de nouvelles possibilités de financement du programme « Les Chemins de la Ville » par l'Etat fédéral, suite à l'entrée en vigueur de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale du 15 septembre 1993, relatif à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles;

Considérant la nécessité de clarifier les rôles respectifs de l'Etat fédéral, de la Région et de la Ville de Bruxelles dans la conduite des projets réalisés dans le cadre du programme « Les Chemins de la Ville »;

Considérant l'urgence, motivée par la nécessité d'exécuter le programme physique de l'accord de coopération pour 1996, qui prévoit la réalisation d'études et de travaux relatifs au projet « Les chemins de la ville »;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des pouvoirs locaux, de l'emploi, du logement et des monuments et sites,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'Administration :

l'Administration des pouvoirs locaux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° l'accord de coopération :

l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale le 15 septembre 1993 et relatif à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1992, fixant les modalités d'octroi de subventions en vue de l'aménagement sur le territoire de la Ville de Bruxelles de promenades d'agrément réalisé dans le cadre du programme « Les Chemins de la Ville » est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1^{er} :

§ 1. La Région peut octroyer à la Ville un subside portant sur le coût des études et travaux d'aménagement en voirie et d'équipement, en ce compris les déplacements de canalisations, lorsqu'ils sont relatifs à l'exécution du programme « Les Chemins de la Ville », et sont réalisés en application du schéma directeur qui constitue l'annexe n° 1 de l'arrêté. La Région peut prendre également en charge les dédits et indemnités résultant éventuellement de l'application par la Ville de l'article 5, § 2, 6°.

§ 2. En dérogation au paragraphe 1^{er}, l'Etat fédéral peut, en vertu de l'accord de coopération, contribuer au financement des études et travaux d'aménagement des espaces publics compris dans le schéma directeur qui constitue l'annexe n° 1 de l'arrêté.

Cette contribution financière est réalisée par la rémunération directe des prestataires de travaux et de services commis par la Ville pour la réalisation des études et travaux visés au paragraphe 1^{er}.

La contribution de l'Etat fédéral vient en déduction de la subvention octroyée par la Région à la Ville dans le cadre de l'arrêté. »

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 16 juli 1992 tot regeling van de betoelaging van de aanleg van wandelwegen op het grondgebied van de Stad Brussel in het raam van het programma « De Stadswandelingen »;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 juli 1995 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Staat van State van 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het wenselijk is in het besluit van 16 juli 1992 nieuwe mogelijkheden te voorzien voor de financiering van het programma « De Stadswandelingen » door de federale overheid, ingevolge de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot bepaalde initiatieven bestemd om de internationale rol van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat er nood is aan een verduidelijking van de respectieve rol van de Federale Staat, het Gewest en de Stad Brussel in de uitvoering van de projecten die opgezet worden in het kader van het programma « De Stadswandelingen »;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die gemotiveerd wordt door de nood om het fysisch programma van het samenwerkingsakkoord voor 1996 uit te voeren, waarbij voorzien wordt in het verrichten van studies en werkzaamheden met betrekking tot de « Stadswandelingen »;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° Administratie :

de Administratie voor plaatselijke besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° samenwerkingsakkoord :

het samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot bepaalde initiatieven bestemd om de internationale rol van Brussel te bevorderen;

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 16 juli 1992 tot regeling van de betoelaging van de aanleg van wandelwegen op het grondgebied van de Stad Brussel in het raam van het programma « De Stadswandelingen » wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1 :

§ 1. Het Gewest kan aan de Stad een subsidie toekennen die slaat op de kost van studies en werken voor de aanleg of de uitrusting van wegen, met inbegrip van het verplaatsen van leidingen, wanneer deze verband houden met de uitvoering van het programma « De Stadswandelingen » en zij verwezenlijkt worden met toepassing van het stuurplan opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit. Het Gewest kan ook de afkoopsommen en vergoedingen ten laste nemen die eventueel voortvloeien uit de toepassing door de Stad van artikel 5, § 2, 6°.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de Federale Staat krachtens het samenwerkingsakkoord bijdragen tot de financiering van de studies en aanpassingswerken aan openbare ruimten die inbegrepen zijn in het stuurplan opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit.

Deze financiële bijdrage neemt de vorm aan van de rechtstreekse vergoeding van de leveranciers van werken of dienstverleningen waartoe door de Stad opdracht is gegeven voor het realiseren van de in § 1 bedoelde studies en werken.

De bijdrage van de Federale Staat wordt in mindering gebracht van de subsidie die door het Gewest aan de Stad wordt toegekend in het kader van het besluit. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4 :

La Région prend en charge les frais d'études nécessaires à la réalisation des aménagements visés à l'article 1^{er}.

La désignation des auteurs de projets ainsi que la détermination de l'étendue de leur mission sont effectuées par la Ville, après approbation du comité d'accompagnement visé à l'article 6.

La Ville assume la maîtrise d'ouvrage des études. ».

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er}, 1^o est abrogé;

2^o le § 2, 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« § 2, 1^o à assumer la maîtrise d'ouvrage des études et travaux visés à l'article 1^{er}; »;

3^o au § 2, il est inséré un 1^{er} bis rédigé comme suit:

« 1^{er} bis : - à transmettre à la Région, en vue de leur approbation par le comité d'accompagnement visé à l'article 6, les conventions-exécutions, les dossiers d'avant-projet, dossiers de demandes de permis d'urbanisme, et dossiers de mise en concurrence des travaux d'aménagement. ».

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6 :

Il est créé un comité d'accompagnement constitué de :

1^o quatre représentants de la Région, désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

2^o cinq représentants de la Ville, désignés par le Collège des Bourgmestres et Echevins;

3^o le délégué de l'administration, qui assure le secrétariat du comité;

4^o le délégué du Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions, qui préside le comité;

5^o le fonctionnaire dirigeant coordonnateur visé à l'article 4, § 1^{er}, de l'accord de coopération, qui participe au comité lorsque les projets sont concernés par un financement fédéral.

Le comité d'accompagnement donne son approbation sur :

1^o la désignation des auteurs de projet proposés par la Ville pour exécuter les études nécessaires aux aménagements;

2^o les conventions-exécutions, visées à l'article 9;

3^o les dossiers d'avant-projet, les dossiers de demandes de permis d'urbanisme, et les dossiers de mise en concurrence des travaux.

Il est en outre saisi de toute demande d'avis que la Ville ou la Région juge opportuniste de lui soumettre.

Le comité d'accompagnement se prononce dans un délai compatible avec le déroulement normal des études et travaux. ».

Art. 6. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7 :

Les subventions sont liquidées de la manière suivante, déduction faite de l'intervention financière éventuelle de l'Etat fédéral :

1^o 10 % du montant estimé de la subvention, tel qu'il est précisé dans la convention-exécution visée à l'article 9, à la signature de celle-ci;

2^o 70 % du montant estimé de la subvention, tel qu'il est précisé dans la convention-exécution visée à l'article 9, à la réception de la copie de l'ordre d'exécuter les travaux adressée par la Ville à l'Administration;

3^o le solde, tel qu'il résulte des décomptes finals des études et travaux approuvés par la Ville, la Région et, le cas échéant, l'Etat fédéral, à la réception du décompte final des travaux approuvé adressé par la Ville à l'Administration. ».

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4 :

Het Gewest neemt de kosten ten laste van de studies die noodzakelijk zijn voor het uitvoeren van de in artikel 1 bedoelde aanlegwerken.

Het aanwijzen van de project-ontwerpers en het bepalen van de omvang van hun opdracht zijn taken die voor de Stad zijn weggelegd, na goedkeuring door het in artikel 6 bedoelde begeleidingscomité.

De Stad fungeert als opdrachtgever van de studies. ».

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de bepaling onder § 1, 1^o, wordt opgeheven;

2^o de bepaling onder § 2, 1^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2, 1^o als opdrachtgever te fungeren voor de in artikel 1 bedoelde studies en werken; »;

3^o in § 2 wordt een 1^o bis ingevoegd, luidend :

« 1^o bis : - de uitvoeringsovereenkomsten, de dossiers over voorontwerpen, aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en mededinging van aanlegwerken aan het Gewest door te sturen met het oog op de goedkeuring ervan door het in artikel 6 bedoelde begeleidingscomité. ».

Art. 5. Het artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6 :

Er wordt een begeleidingscomité opgericht, samengesteld uit :

1^o vier vertegenwoordigers van het Gewest, aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

2^o vijf vertegenwoordigers van de Stad, aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen;

3^o de afgevaardigde van de Administratie, die het secretariaat van het comité waarneemt;

4^o de afgevaardigde van de Minister bevoegd voor plaatselijke besturen, die als voorzitter van het comité fungeert;

5^o de in artikel 4, § 1, van het samenwerkingsakkoord bedoelde leidend coördinerend ambtenaar, die aan het comité deelneemt wanneer het gaat om projecten waarbij een federale financiering te pas komt.

De goedkeuring van het begeleidingscomité wordt gevraagd voor :

1^o de aanwijzing van de door de Stad voorgedragen project-ontwerpers voor het uitvoeren van de studies die voor de aanleg noodzakelijk zijn;

2^o de uitvoeringsovereenkomsten zoals bedoeld in artikel 9;

3^o de dossiers over voorontwerpen, aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en de mededinging van werken.

Bij dit comité wordt eveneens iedere adviesaanvraag aanhangig gemaakt die de Stad of het Gewest wenselijk acht voor te leggen.

Het begeleidingscomité spreekt zich uit binnen een termijn die verzoekenbaar is met het normaal verloop van de studies en werken. ».

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 7 :

De subsidies worden als volgt uitbetaald, na aftrek van de mogelijke financiële tegemoetkoming van de Federale Staat :

1^o 10 % van het geraamd bedrag van de subsidie, zoals vastgelegd in de in artikel 9 bedoelde uitvoeringsovereenkomst, bij de ondertekening van deze laatste;

2^o 70 % van het geraamd bedrag van de subsidie, zoals vastgelegd in de in artikel 9 bedoelde uitvoeringsovereenkomst, bij de ontvangst van het afschrift van het bevel om de werken uit te voeren dat door de Stad aan de Administratie wordt gericht;

3^o het saldo, zoals blijkt uit de eindafrekeningen van de studies en werken goedgekeurd door de Stad, het Gewest en, in voorkomend geval, de Federale Staat, bij de ontvangst van de eindafrekening van de goedgekeurde werken, die door de Stad aan de Administratie wordt gericht. ».

Art. 7. L'article 8 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8 :

Les documents destinés à l'approbation du comité d'accompagnement sont introduits par la Ville à l'Administration en douze exemplaires dont un original.

Les documents et justificatifs liés à la liquidation des subventions sont adressés par la Ville à l'Administration en trois exemplaires dont un original.

Les réceptions provisoire et définitive des travaux ont lieu en présence d'un délégué de l'Administration et sont prononcées avec l'accord de celui-ci.

Les décomptes finals des études et travaux sont établis par la Ville dans un délai maximum de six mois, à dater de la réception provisoire des travaux. A défaut de pouvoir respecter ce délai, la Ville établit un décompte final provisoire incomplet, en précisant quels sont les éléments qui manquent et les motifs de leur absence. En cas de carence de la Ville, l'administration clôture d'office le dossier en établissant un décompte final des subventions, sur base des informations qu'elle possède. Le solde de la subvention est ajusté sur le montant des décomptes finals approuvés par l'administration. »

Art. 8. L'article 9 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9 :

Pour chaque site susceptible de faire l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté et constituant un marché de travaux, la Ville, la Région et, le cas échéant, l'Etat fédéral concluent entre eux une convention-exécution portant sur les études et travaux d'aménagement à réaliser. La convention-exécution fixe les conditions particulières de mise en oeuvre des projets. Elle comprend, au minimum :

- 1° la délimitation précise du site à réaménager;
- 2° une esquisse annexée reprenant les lignes directrices de l'aménagement;
- 3° une estimation précise du coût estimé des études et travaux, avec la répartition de leur prise en charge financière;
- 4° le planning d'exécution des études et travaux. »

Art. 9. Les Ministres qui ont, respectivement, les Pouvoirs locaux et l'Aménagement du Territoire dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 novembre 1996.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et des Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Art. 7. Artikel 8 van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8 :

De door het begeleidingscomité goed te keuren documenten worden door de Stad bij de Administratie ingediend in twaalf exemplaren waarvan één origineel.

De documenten en bewijsstukken met betrekking tot de uitbetaling van de subsidies worden door de Stad naar de Administratie verstuurd in drie exemplaren waarvan één origineel.

De voorlopige en de definitieve goedkeuring van werken gaan door in aanwezigheid van een afgevaardigde van de Administratie en worden vastgesteld met diens akkoord.

De eindafrekeningen voor studies en werken worden door de Stad opgesteld binnen een termijn die zes maand niet mag overschrijden, te rekenen vanaf de voorlopige goedkeuring der werken. Als deze termijn niet nageleefd kan worden, stelt de Stad een voorlopige, onvolledige eindafrekening op, met vermelding van de ontbrekende elementen en de reden voor het ontbreken. Ingeval de Stad dit nalaat, sluit de Administratie het dossier ambtshalve door een eindafrekening van de subsidies op te stellen op basis van de informatie waarover ze beschikt. Het saldo van de subsidie wordt aangepast aan het bedrag van de door de Administratie goedgekeurde eindafrekeningen. »

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9 :

Voor elke plaats die in aanmerking kan komen voor een subsidiëring krachtens dit besluit en die het voorwerp uitmaakt van een overheidsopdracht, wordt tussen de Stad, het Gewest en, in voorkomend geval, de Federale Staat een uitvoeringsovereenkomst gesloten betreffende de te verwezenlijken studies en aanlegwerken. In de uitvoeringsovereenkomst worden de bijzondere voorwaarden bepaald voor de uitvoering van de projecten. Deze overeenkomst bestaat minstens uit :

- 1° de nauwkeurige afbakening van de plaats die heraangelegd moet worden;
- 2° een bijgevoegde schets met de hoofdlijnen van de aanleg;
- 3° een nauwkeurige evaluatie van de geraamde kost der studies en werken, met de verdeling van hun financiële tenlasteneming;
- 4° het tijdschema voor de uitvoering van de studies en werken. »

Art. 9. De Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor Plaatselijke Besturen en Ruimtelijke Ordening worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 26 november 1996.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

F. 97 — 582

[C - 97/31005]

5 DECEMBER 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1992 transférant les droits réels et les baux de location au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, modifiée par la loi du 21 août 1987, notamment l'article 54;

N. 97 — 582

[C - 97/31005]

5 DECEMBER 1996. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 26 november 1992 houdende overdracht van de zakelijke rechten en de huurovereenkomsten naar de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende de organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987, inzonderheid artikel 54;